



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 10/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)**

La Haie Sorette  
BP 16  
54450 DOMJEVIN

Référence : AML/NW/111\_2023  
Code AIOT : 0006200160

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT) implanté La Haie Sorette BP 16 - 54450 DOMJEVIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)
- La Haie Sorette BP 16 - 54450 DOMJEVIN
- Code AIOT : 0006200160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC EST exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Fiabilité et performance des centres de tri transit et regroupements de déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Procédure d'admission	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.7.1 8.1.7.2	/	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.6.1 à 8.1.6.4	/	Sans objet
4	Opération de tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.1.5	/	Sans objet
5	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.3	/	Sans objet
6	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
7	Incendie	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 7.5.3	/	Sans objet
8	Incendie	Arrêté Préfectoral du 28/10/2010, article 7.5.4	/	Sans objet
9	Confinement	Arrêté Préfectoral du 28/10/2010, article 7.5.6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux objectifs de la visite ont été de contrôler :

- le respect des prescriptions sur la typologie de déchets réceptionnés, le stockage des déchets, les filières (zone de chalandise et valorisation).
- les moyens de prévention et de protection incendie.

Ces points ne font pas l'objet de non-conformité sur le site de la société CHIMIREC EST.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Origine des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zones de chalandises
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets peuvent provenir, en respectant l'ordre de priorité suivant : 1. des départements de la région Grand Est ; 2. des départements limitrophes de la région Grand Est ; 3. des autres départements français où est implantée une filiale du groupe pour une élimination finale vers les pays frontaliers, sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables, des orientations des Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets ainsi que des principes d'autosuffisance et de proximité.
<b>Constats :</b> Le registre informatisé des déchets permet de vérifier le respect des zones de chalandise définies dans l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Procédure d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.7.1 8.1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôles à l'admission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.1.7.1. Arrivage des déchets Tout déchet devant transiter sur le centre est soumis à une procédure préalable d'admission, comprenant l'identification du déchet et la vérification que celui-ci correspond aux possibilités techniques et administratives du centre et à celles des filières d'élimination finales. Tout déchet ou lot de déchets arrivant sur le centre de transit doit être accompagné d'un bordereau de suivi des déchets (BSD) ou d'un bon de prise en charge. A l'arrivée sur le centre, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>• contrôler l'adéquation et l'équipement du ou des véhicules pour le transport de tels déchets ;</li><li>• contrôler les documents d'accompagnement du ou des véhicules et du chargement ;</li><li>• identifier (visuellement ou par analyses) la catégorie de chaque déchet conditionné séparément ;</li><li>• prélever un échantillon conformément au paragraphe suivant ;</li><li>• repérer de manière lisible chaque fût ou récipient (identification du déchet et du producteur) ;</li><li>• dispatcher chaque déchet dans la cellule lui étant dédiée.</li></ul> Au sens du présent article on entend : livraison en vrac : livraison en citerne, éventuellement compartimentée, ou en tout contenant autre, de capacité unitaire strictement supérieur à 1 m <sup>3</sup> ; livraison en petits conditionnements : livraison en conditionnements de capacité unitaire inférieure ou égale à 1 m <sup>3</sup> ; lot : ensemble de déchets provenant du même producteur, couvert par le même certificat d'acceptation préalable, et issu du même chargement.  Suite au contrôle de radioactivité, un échantillon représentatif des déchets livrés est réalisé : dans le cas de la livraison de déchets liquides, solides ou pâteux en vrac : sur un échantillon moyen représentatif (dans la mesure du possible sur la hauteur du contenant), dans le cas de la livraison de déchets liquides, solides ou pâteux en petits conditionnements : sur un échantillon représentatif de chaque lot de déchets (dans la mesure du possible sur toute la hauteur des contenants prélevés pour constituer l'échantillon moyen).  Cette prise d'échantillon peut ne pas être réalisée pour les piles, les accumulateurs, tubes fluorescents et sur proposition de l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées, certains autres déchets solides clairement identifiables ; ainsi que sur les déchets en

provenance des déchetteries en petites quantités pour lesquels un tri est réalisé en fonction du pictogramme figurant sur le contenant et destiné à la filière d'élimination compatible.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une procédure de réception des déchets permettant de vérifier l'adéquation des documents et des transports avec les déchets réceptionnés. Le logiciel de suivi permet de disposer de toutes les informations relatives aux déchets arrivés sur le site (emplacement, quantité, caractéristiques...) L'exploitant dispose d'un radiamètre étalonné sur le site, au niveau du quai de chargement. Les échantillons de déchets prélevés sont analysés et conservés au laboratoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.6.1 à 8.1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des différents entreposages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.1.6.1. Bâtiment A Le bâtiment A comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un laboratoire d'analyses et d'identification des déchets entrants sur le site ;</li> <li>- une cellule de stockages en fûts et récipients d'acides disposant d'une rétention de 10 m<sup>3</sup> au minimum ;</li> <li>- une cellule de stockages en fûts et récipients de bases disposant d'une rétention de 10 m<sup>3</sup> au minimum ;</li> <li>- une cellule de stockages en fûts et récipients de solvants, DTQD et de peintures avec phase solvant ou "dessolvantée" disposant d'une rétention de 62 m<sup>3</sup> au minimum ;</li> <li>- une cellule de dépotage des solvants et phase solvant en fûts et en récipients disposant d'une rétention de 20 m<sup>3</sup> au minimum ;</li> <li>- une cellule avec 4 cuves de 30 m<sup>3</sup> semi-enterrées de stockage de solvants dont une laissée disponible pour le stockage exceptionnel par réquisition du Préfet de département en cas d'accident routier.</li> </ul> Chaque cuve est placée sur une rétention indépendante d'un volume de 90 m <sup>3</sup> au minimum ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- une aire de déchargement/chargement, équipée d'un extracteur de gaz d'échappement des véhicules et d'une rétention de 40 m<sup>3</sup> avec un quai de déchargement/chargement/transfert des fûts et récipients (acides, bases, solvants, produits neutres). Cette aire de déchargement/chargement est destinée aux fûts et récipients autres que ceux destinés à la zone des cuves de stockage des huiles usagées, eaux souillées et liquide de refroidissement.</li> </ul> Article 8.1.6.2. Bâtiment B Le bâtiment B comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- quatre quais de déchargement/chargement des déchets destinés à être stockés sous ce bâtiment tels que des emballages vides souillés, des filtres, des batteries, des boues non solvantées ;</li> <li>- un poste de pesée ;</li> <li>- une aire, reliant le bâtiment B et la zone des cuves, couverte de déchargement/chargement des véhicules citernes et de dépotage des fûts et récipients à destination de la zone des cuves d'huiles, eaux souillées et liquide de refroidissement. Cette aire est également équipée d'un poste d'eau destiné au lavage extérieur des véhicules et des emballages souillés. Elle est alimentée par une cuve aérienne de récupération des eaux de toiture de 15 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- une presse à fûts et récipients ;</li> <li>- des aires identifiées et étanches destinées au stockage des différents déchets, ainsi qu'au stockage des emballages vides (vidés/souillés, nettoyés, neufs).</li> </ul> Article 8.1.6.3. Bâtiment C Le bâtiment C comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un poste de pesée ;</li> <li>- une fosse de réception des emballages de matériaux souillés (EMS) ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- des aires identifiées et étanches destinées au tri, stockage et déconditionnement des différents déchets ;</li> <li>- une installation de déchiquetage d'emballages souillés et les stockages associés ;</li> <li>- une zone de stockage des DTQD.</li> </ul> <p>Article 8.1.6.4. Zone des cuves. Cette zone comprend 12 cuves aériennes de 65 m<sup>3</sup> chacune dédiées au stockage des huiles usagées, des eaux souillées et du liquide de refroidissement, réparties en 3 cellules de 4 cuves disposant chacune d'une rétention de 130 m<sup>3</sup> minimum.</p>
<b>Constats :</b> Les différentes aires de réception et de tri des déchets sont clairement identifiées et les conditions de stockage respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Opération de tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Opération de tri des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tri des DTQD (déchets toxiques en quantité dispersée) ou déchets ménagers spéciaux en vue de leur élimination dans des filières adaptées.
<b>Constats :</b> Les règles de tri des déchets sont établies et affichées au poste de conditionnement (version du 11/02/2021). Le tri déchets est réalisé en fonction de leur nature et de l'exutoire final.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Gestion des anomalies à l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure de refus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets non autorisés sur le site pourront être stockés temporairement sur le centre et devront être retournés dans les 72 heures à leur producteur. L'inspection des installations classées en sera avertie immédiatement par fax.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des refus de déchets sur site. En ce qui concerne les refus, l'inspection est correctement informée, notamment par la plateforme trackdéchets. Ce point n'appelle pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection son registre des déchets sur les mois précédents. L'ensemble des informations nécessaires à la traçabilité des déchets entrants et sortants du site figure dans son registre, ce dernier n'appelle donc pas de remarque de l'inspection. L'exploitant utilise la plate forme trackdéchets depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Moyen de lute Contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur. La quantité d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie, calculée conformément au document technique D9 (défense contre l'incendie - guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau), est a minima de 420 m <sup>3</sup> pendant 2 heures. L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 480 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• un poteau d'incendie d'un débit d'eau a minima de 60 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>• 1 RIA et 7 PIA implantés dans les bâtiments B et C ;</li> <li>• des extincteurs portatifs adaptés aux risques, non gélifs et maintenus en bon état de fonctionnement disposés en nombre suffisant dans les différents bâtiments, dans la zone de déchargement/chargement et le laboratoire ;</li> <li>• Les cuvettes des cuves de solvants, l'aire de déchargement/chargement avec quai, les cellules "DTQD" (stockage et dépotage) sont équipées d'un ou plusieurs déversoirs intérieurs à mousse à poste fixe résistants aux explosions et à déclenchement double (automatique couplé à la détection incendie et manuel à distance).</li> </ul> La réserve de mousse d'au moins 1 600 litres est renouvelée périodiquement (péréemption des produits) et stockée dans un local hors gel non susceptible d'être touchée par une éventuelle explosion. L'alimentation des déversoirs à mousse (mousse - eau - air) doit être assurée en permanence, y compris en période de gel. L'exploitant dispose également d'un stock d'absorbants destinés à être répandus sur les éventuels produits renversés.
<b>Constats :</b> L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est présent sur le site et périodiquement contrôlé. Un exercice incendie a eu lieu sur site le 15 novembre 2022. Cet exercice portant sur le déclenchement d'un incendie sur les 4 cuves huiles usagées, n'a pas mis en évidence de problème sur les moyens du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2010, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes de Sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre ;</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les consignes de sécurité listées dans le présent article sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2010, article 7.5.6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, isolement du réseau de Collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à 2 bassins de confinement étanches aux produits collectés : bassin tampon amont et aval. Leur capacité minimum respective est de 40 m <sup>3</sup> et 570 m <sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le CHAPITRE 3.23 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures et des sols, est collecté dans un bassin de confinement (bassin tampon aval) d'une capacité minimum de 570 m <sup>3</sup> , équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité 610 m <sup>3</sup> , tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
<b>Constats :</b> Le site dispose des bassins de confinement décrits dans l'arrêté préfectoral. Les dispositifs de commande de leur mise en service sont présents et actionnables facilement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet